

LA HAUSSE DES PRIX PÈSE SUR LE MORAL DES MÉNAGES

# L'économie en mal de pouvoir d'achat

La politique d'austérité du gouvernement grève le pouvoir d'achat non seulement de la catégorie des modestes gens, mais touche de plus en plus celui de la catégorie des classes moyennes.



© Photo. DR

**R**amadan, puis les vacances d'été, la rentrée scolaire et dans deux semaines l'Aid El Kebir. Autant d'occasions qui poussent les citoyens, bon gré mal gré, à dépenser plus d'argent. Pour ne citer que le cas des dépenses occasionnées par la fête du grand sacrifice d'Abraham, leur montant ne fait qu'augmenter d'année en année. Selon certaines prévisions, le prix moyen du mouton ne descendra pas cette année à moins de 2.000 dirhams. Face à cette situation, les ménages, surtout modestes, ne savent plus à quel saint se vouer. Les occasions multiples, successives et surtout rapprochées dans le temps, de consommer, mettent de plus en plus à mal leur pouvoir d'achat. Un pouvoir d'achat d'autant plus faible, pour cause de stagnation des revenus, qu'il s'accompagne de toutes sortes d'augmentations de prix de

biens et services, allant de hausse des prix des carburants à ceux des tarifs d'eau et d'électricité, sans oublier l'augmentation des tarifs de transport et d'autres services, tous d'extrême nécessité.

## CONTRADICTION FLAGRANTE

La politique d'austérité menée actuellement par le gouvernement grève le pouvoir d'achat non seulement de la catégorie des modestes gens, mais touche de plus en plus ce qu'on appelle, faute de mieux, celui de la catégorie des classes moyennes. Des classes moyennes en voie d'appauvrissement. Ces augmentations constituent, par contre, pour certains secteurs d'activité, une véritable aubaine. L'action du gouvernement est en contradiction flagrante avec le dernier discours

royal qui faisait état d'une répartition injuste des richesses au Maroc. Les inégalités de revenus sont telles que le dernier rapport de la Banque Africaine de développement (BAD) n'a pas hésité à les qualifier d'inéquitables. Le rapport n'a pas manqué, également, de souligner que les inégalités entre les groupes sociaux se sont même fortement accentuées, notamment dans deux domaines plus précis, à savoir le marché du travail et entre les régions. «Ce sont ces inégalités qui s'avèrent les principaux freins au caractère inclusif de la croissance. Or, une croissance inclusive permettrait justement un meilleur partage des richesses entre classes d'âges, catégories sociales et entre régions», souligne cette institution financière africaine. Elle indique, en outre, que la pauvreté, même si elle va en se réduisant, n'est pas encore complètement éradiquée. Il reste, malgré tout, une bonne proportion de la population qui vit avec moins de 2 dollars par jour. Il n'y a pas de quoi pavoiser. Au lieu de s'attaquer, en concertation avec les intéressés, à ces inégalités et à ces autres maux de la société qui s'appellent chômage et sous-emploi des jeunes et des moins jeunes, le gouvernement Benkirane continue à faire cavalier seul, y compris dans des dossiers aussi chauds que celui des retraites. Autant de pommes de discorde qui ne peuvent que susciter la grogne des syndicats. Le gouvernement n'a donc

## LE GOUVERNEMENT POURRAIT ESSUYER LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS REPRÉSENTANTS SYNDICAUX.

d'autre choix que de revenir à la table des négociations avec ces derniers, sans quoi, il pourrait essuyer la colère des travailleurs et de leurs représentants syndicaux qui n'hésiteront pas à multiplier les appels aux mouvements de grève. À bon entendeur salut !■

SEDDIK MOUAFFAK